

**N° 590/2024**

**AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN ERP**

**Le Maire de la Commune d'Avermes (Allier),**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 & L 2213-9 ;

**Vu** le Code la Construction et de l'Habitation, notamment les articles R 123-27 & R 123-43 ;

**Vu** l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du 1<sup>er</sup> groupe (ERP de 1<sup>ère</sup> à 4<sup>ème</sup> catégorie),

**Vu** l'arrêté du 18 novembre 1987 modifié portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type T (salles d'exposition),

**Vu** l'arrêté du 21 juin 1982 modifié portant approbation des dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type N (restaurants, débits de boissons),

**Vu** l'arrêté du 23 janvier 1985 modifié portant approbation des dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type T (chapiteaux, tentes et structures),

**Vu** l'avis favorable émis par la Sous-Commission Départementale de Sécurité en date du 20 novembre 2023 pour la poursuite de l'exploitation de l'établissement,

**Vu** la déclaration d'une manifestation de type T rédigée par les organisateurs.

**Considérant** la demande présentée par la société Moulins Congrès Expo, en vue d'organiser la manifestation « Foire Exposition 2025 » du vendredi 31 janvier au dimanche 9 février 2025, au Parc des Expositions, sis, 3 avenue des Isles - 03000 Avermes.

**ARRETE**

**Article 1 :**

Cette manifestation est ouverte aux professionnels et au grand public :

- A compter du vendredi 31 janvier 2025, tous les jours de 10h00 à 19h00, jusqu'au dimanche 9 février 2025
- Une soirée nocturne sera organisée le vendredi 7 février 2025, jusqu'à 21h00
- Le pôle restauration restera ouvert tous les soirs jusqu'à 00h00
- Un espace manèges sera implanté sur le parking intérieur nord
- Animations en plein-air avec baptêmes en montgolfière le samedi 8 février et le dimanche 9 février 2025 (suivant conditions climatiques)

**Article 2 :** Cette manifestation est classée en type T avec une activité de type N et L de 1<sup>ère</sup> catégorie. L'ensemble des installations est susceptible de recevoir simultanément à l'instant T un effectif maximum de 3500 personnes, l'effectif total attendu durant toute la manifestation par l'organisateur est de 40 000 personnes

**Article 3 :** Le bénéficiaire de la présente autorisation s'engage à ne procéder à aucune modification de l'établissement sans avoir obtenu l'autorisation prévue à l'article R 123-23 du Code de la Construction et de l'Habitation, deuxième partie, livre 1<sup>er</sup>, titre II, chapitre III, relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. En outre, l'organisateur s'engage

à respecter en tous points les termes contenus dans le rapport du service départemental d'incendie et de secours de l'Allier.

**Article 4** : Ampliation du présent arrêté sera transmise au parc des expositions, à la Communauté d'Agglomération de Moulins, à la Préfecture de l'Allier- service interministériel de défense et de protection civile et à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de secours - Bureau Prévention.

**Article 5** : La directrice générale des services de la mairie, le responsable de la police municipale, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique de l'Allier à Moulins sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise au préfet de l'Allier.

**Article 6** : Le maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Précise que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Le Maire**

**Signé**

**Jean-Luc ALBOUY**